

GENÈVE INTERNATIONALE

EN CHIFFRES

430 ONG
à Genève

90%
ont pu organiser
leurs réunions et
conférences en
ligne en 2020

42%
ont fait appel à des
mesures gouvernementales
de soutien (RHT, APG,
crédits COVID)

97%
ont été impactées
par la COVID-19

42%
s'inquiètent du
financement futur de
leur organisation

65%
estiment que la
COVID-19 a impacté
négativement leurs
interactions avec
les organisations
internationales (OI)

Sondage réalisé en mars 2021 par le CAGI auprès de 108 ONG actives dans tous les secteurs de la coopération internationale.

ÉDITO

Un écosystème en mutation ?

Au moment où vous lirez ce deuxième Bulletin de notre intergroupe parlementaire, la rencontre qui place la Suisse au centre de l'échiquier international sera sur le point d'avoir lieu. Le 16 juin, les présidents des États-Unis et de Russie discutent en effet à Genève de l'avenir de leurs relations, et donc de celles de la communauté internationale.



© Peter Marlow / Magnum Photos

Ce coup de projecteur, qui met en valeur la tradition des bons offices de la Suisse, nous rappelle également que la Genève internationale œuvre quotidiennement pour promouvoir la paix et trouver des solutions aux défis de notre monde. Ainsi ces derniers mois, les organisations internationales ont été particulièrement occupées à gérer les suites de la crise de la COVID qui touchent tous les secteurs, allant de la santé au commerce, de la recherche à l'aviation. Les nouvelles directions de l'OMC et de IATA s'inscrivent dans ce contexte et ne manqueront pas d'y imprimer leur priorités.

Dans cet écosystème, il est édifiant de comprendre comment les plus de 400 organisations non-gouvernementales (ONG) ont pu adapter leurs activités aux nouvelles conditions. Le récent rapport du Centre d'accueil de la Genève internationale (CAGI) nous apprend que la transition vers les téléconférences a permis une plus grande accessibilité des partenaires sur le terrain aux discussions qui se tiennent à Genève.

Mais ces réunions non-présentielles ont comme corollaire une distension des contacts avec les organisations internationales. Des contacts et une diversité d'échanges qui font précisément la force de la Genève internationale.

La mutation est donc à suivre de près. Elle est heureusement contrecarrée par la certitude acquise en pandémie que les contacts directs sont nécessaires aux décisions de fonds et ont fortement manqué ces derniers mois. Une constatation qui parle en faveur de la Genève internationale, où l'accès à de nombreuses organisations et acteurs est possible dans un rayon à échelle humaine. C'est peut-être ce qui a convaincu Joe Biden et Vladimir Poutine d'y venir.

Nous vous souhaitons une agréable lecture.

Les co-présidents de l'Intergroupe parlementaire « Genève internationale »
Andreas Aebi – Damian Müller – Elisabeth Schneider-Schneiter – Carlo Sommaruga

Un plan ambitieux pour sortir de la crise



Du 24 mai au 1^{er} juin, les pays membres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) se sont retrouvés à Genève pour préparer la sortie de la crise sanitaire. En ouverture de cette assemblée, la Suisse a signé un accord avec l'OMS pour financer le projet BioHub. Ce système mondial pour le stockage, le partage et l'analyse d'agents pathogènes sera basé dans les locaux du laboratoire fédéral de biosécurité de Spiez. Il permettra l'analyse du virus de la COVID-19 mais également d'autres maladies à partir de 2022.

Parmi les moments forts du sommet, on retiendra l'appel lancé conjointement avec la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC, pour financer un plan de relance estimé à 50 milliards de dollars. Ce plan ambitieux vise à accroître la capacité de fabrication, l'approvisionnement et la mise à disposition des produits de diagnostic et de traitements médicaux, en particulier les vaccins et l'oxygène. Pour contenir la propagation de la COVID-19, l'Assemblée a également approuvé l'utilisation d'urgence du vaccin chinois Synovax, développé par un laboratoire de Pékin. Enfin, dans l'optique de renforcer la préparation et la riposte aux urgences sanitaires de portée globale, les États membres ont convenu de tenir une session spéciale de l'Assemblée en novembre 2021. Elle aura pour but de définir les modalités d'élaboration d'un traité pandémique, soit un instrument légal international. ■

COMMERCE

OMC: la levée des brevets fait débat

Fortement concernée par la crise sanitaire et économique mondiale dès sa prise de fonction le 1^{er} mars, la nouvelle directrice de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, a fait de la lutte contre cette dernière l'une de ses priorités. Elle s'est également attelée à la proposition de suspendre temporairement les brevets des vaccins contre la COVID-19, qui a récemment gagné du terrain au sein de l'organisation. En cause, le revirement inattendu des États-Unis qui semblent avoir changé d'avis face à l'ampleur de la crise affectant certains pays comme l'Inde et le Brésil. L'Union européenne, le Royaume-Uni et la Suisse préconisent quant à eux un système de licences et de partenariats entre les entreprises pharmaceutiques et les pays en voie de développement. Ils considèrent que la protection des brevets est essentielle pour garantir les investissements privés dans la recherche et le développement. Les négociations se poursuivent dans une organisation où les décisions se prennent par consensus.

Autre chantier important de la nouvelle directrice générale, la réduction des subventions à la pêche qui menacent la durabilité des océans, une thématique qui sera au cœur de la prochaine ministérielle du 15 juillet. Enfin, l'OMC, souvent critiquée pour sa lenteur institutionnelle et ses nombreux blocages, devra passer par des réformes. Une tâche ardue en raison du conflit commercial entre les États-Unis et la Chine. ■

Vers une reprise plus verte

Parmi les secteurs particulièrement touchés par la crise liée à la COVID-19 figure le transport aérien. Le trafic mondial est loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant crise et il connaîtra une reprise inégale selon les régions. Un défi inédit pour l'Association internationale du transport aérien (IATA). Cette organisation, qui emploie près de 400 personnes à Genève, représente 290 compagnies aériennes (dont Swiss) et près de 82% du trafic mondial. Après la démission du Français Alexandre de Juniac, l'organisation a fait appel à un homme expérimenté en la personne de Willie Walsh, ancien directeur général de British Airways. Depuis plus de 70 ans, IATA développe les normes et les procédures globales qui permettent de faciliter le transport de biens et de passagers. Afin de centraliser les efforts des acteurs sanitaires, des gouvernements et des milieux de l'aviation, l'organisation faitière a récemment développé une application mobile qui informe de manière précise les passagers sur les tests requis en fonction des destinations et qui permet une transmission facilitée aux personnels des compagnies aériennes chargées des contrôles.

L'objectif de IATA est de rétablir un réseau aérien mondial sûr, fonctionnel et efficient. L'organisation a également placé les questions environnementales au centre de ses préoccupations. Elle a contribué à mettre en place le système de compensation des émissions carbone en vigueur dans l'aviation et entend accompagner la transition du secteur vers des énergies vertes et une réduction massive de ses émissions de CO₂. ■

SANTÉ GLOBALE

Résistance aux antibiotiques: la Suisse s'engage



En mars dernier, la Suisse a conclu un accord sur les privilèges et immunités avec la Fondation GARDP (Global Antibiotic Research & Development Partners) basée à Genève. Créée en 2018 par l'OMS et DNDi (Drugs for Neglected Diseases initiative), l'organisation développe de nouveaux traitements pour les infections

résistantes aux antibiotiques en travaillant en partenariat avec l'OMS, les gouvernements, les universités et le secteur privé. Le rôle de GARDP est essentiel à l'heure où la forte augmentation des bactéries pharmacorésistantes met sous pression les systèmes de santé publique. À elles seules, les maladies nosocomiales (issues d'une infection contractée dans un établissement de santé) coûtent près de 13 milliards de dollars aux pays occidentaux chaque année. L'organisation s'est fixé comme objectif de développer cinq traitements pour lutter contre les maladies résistantes aux antibiotiques d'ici 2025. Un projet qui va de pair avec les engagements pris par le Conseil Fédéral dans le cadre de sa stratégie Antibiorésistance Suisse (StAR). GARDP compte actuellement 54 employés. Elle a l'intention d'augmenter ses capacités au cours des prochaines années et de renforcer les collaborations, non seulement avec les nombreux acteurs de la santé globale présents à Genève, mais également avec des acteurs publics et privés, en Suisse comme à l'étranger. ■